



**Groupe de coopération en matière de lutte
contre l'abus et le trafic illicite de stupéfiants**

**P-PG/Med (2018) 7F
10 septembre 2018**

Réseau méditerranéen MedNET de
coopération sur les drogues et les addictions

Rapport d'activités MedNET 2018

TABLE DES MATIÈRES

Préface	3
Introduction : le réseau MedNET	4
1. Activités par pays	7
2. Comité MedSPAD	14
3. Symposium international multidisciplinaire. jeu excessif : science, indépendance, transparence	
4. Activités régionales : participation aux activités du Groupe Pompidou	15
5. MedNET et la dimension de genre des politiques drogues	19
6. MedNET et la politique de voisinage du Conseil de l'Europe	20
7. MedNET et les autres organisations internationales	21
8. Rôle du Secrétariat de MedNET dans l'administration et la coordination du réseau	22
9. Etat des dépenses du réseau MedNET 2018	23
10. Politique de communication	26
 <i>Annexes</i>	
Annexe I : Programme d'activités de MedNET mis en œuvre en 2018.....	27
Annexe II : Liste des documents MedNET pour 2018.....	30
Annexe III : Liste des Représentants du réseau MedNET en 2018.....	31

Préface

Cette année encore, le formidable outil de partage et de dialogue qu'est MedNet nous a permis d'aller plus loin dans la coopération en matière de lutte contre la drogue et les conduites addictives dans l'espace méditerranéen.

Je citerai juste quelques exemples concrets de cette coopération fructueuse et efficace: les enquêtes MedSPAD ont conduit à un partage d'expériences sur la question des addictions chez les élèves du secondaire et contribué au renforcement des actions de prévention dans certains pays. Le développement d'observatoires nationaux constitue une étape importante dans la mise en place de stratégies nationales fondées sur un bilan précis de la situation, le succès des diplômes d'addictologie démontre l'importance de la prise en compte des addictions dans le parcours de soin, la qualité des sessions de formation permet de sensibiliser davantage de professionnels à ces enjeux.

Je voudrais souligner tout particulièrement l'engagement des pays sur la question du genre : le réseau a considérablement approfondi en 2018 cet aspect important de nos politiques. Des initiatives ambitieuses ont ainsi été portées par certains pays pour une meilleure prise en compte des besoins spécifiques des femmes.

Nous avons également su formaliser notre engagement commun avec l'adoption d'un Document de consensus qui permet de réaffirmer l'approche intégrée en matière de conduites addictives, de préciser les priorités du réseau et expliciter les méthodes de travail.

Année après année, le réseau MedNet continue donc de représenter une instance unique de discussion et de partage, en accord avec les valeurs portées par le Conseil de l'Europe. Tout cela a été possible grâce au professionnalisme et à l'engagement personnel des membres du réseau et de leurs équipes. Un remerciement particulier à l'équipe MedNET du Secrétariat du Groupe Pompidou, qui a travaillé sans relâche pour accompagner et soutenir toutes ces actions.

Je salue donc, cette année encore, le travail accompli par cette enceinte dynamique qui a su porter un projet commun de coopération sur un sujet aussi complexe que les addictions. C'est avec confiance que la France passe le relais à l'Italie qui, nous en sommes sûrs, sera à la hauteur des défis qui nous attendent.

Nicolas Prisse

Président de la Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Conduites Addictives

Introduction : le réseau MedNET

Groupe Pompidou

Le Groupe Pompidou est un forum multidisciplinaire à l'échelle de la Grande Europe et au-delà qui permet aux responsables politiques, aux professionnels et aux chercheurs d'échanger expériences et informations sur l'abus et le trafic de drogues. Créé en 1971 à l'initiative du Président français Georges Pompidou, il est devenu dès 1980 un « accord partiel élargi » du Conseil de l'Europe. En 2018, il rassemble 39 pays : 36 parmi les 47 États membres du Conseil de l'Europe ainsi que le Mexique, le Maroc, Israël, et la Commission Européenne.

MedNET

MedNET est le réseau méditerranéen de coopération sur les drogues et les addictions du Groupe Pompidou.

En 2017, il a adopté un document de consensus qui a été approuvé par les Correspondants Permanents du Groupe Pompidou, en tant qu'annexe au mandat de MedNET, activité à part entière du programme de travail du Groupe Pompidou.

MedNET est le réseau méditerranéen de coopération sur les drogues et les addictions du Groupe Pompidou. Il promeut la coopération, l'échange et le transfert réciproque de connaissances entre les pays des deux rives de la Méditerranée, dans le respect des droits de l'Homme et intégrant la dimension de genre. Créé en 2006 suite à une étude de faisabilité réalisée à l'initiative de la France et des Pays-Bas, le réseau a été positivement évalué et a connu un développement constant, géographique et thématique, contribuant à la promotion de réponses efficaces et adaptées. Ses termes de référence sont adoptés dans le cadre du programme de travail du Groupe Pompidou.

Le réseau compte quinze pays en 2018: l'Algérie, Chypre, la Croatie, l'Egypte, la France, la Grèce, l'Italie, la Jordanie, le Liban, Malte, le Maroc, la Palestine¹, le Portugal, la Tunisie et la Turquie.

La Commission européenne et l'Observatoire Européen des Drogues et des Toxicomanies (EMCDDA) participent en tant qu'observateurs aux réunions.

Depuis 2006, les pays de MedNET travaillent ensemble pour initier et conduire des projets ambitieux, en s'appuyant à la fois sur une coopération Sud-Sud, Nord-Sud et Sud-Nord afin d'assurer leur succès. Le réseau MedNET vise à promouvoir l'interaction entre la politique, la pratique et la science, en permettant d'adapter la mise en œuvre au contexte des différents pays.

La question des conduites addictives représente un enjeu central pour nos sociétés et appelle à une réponse globale qui prend en compte les Droits et de l'homme, conjuguant prévention, santé, lutte contre les trafics de drogues, mise en œuvre de la loi, ainsi que formation et recherche. Il est donc essentiel de développer une coopération dynamique, y compris avec la société civile qui reflète l'engagement pris par tous les membres du réseau.

¹ Cette dénomination ne saurait être interprétée comme une reconnaissance d'un Etat de Palestine, sans préjuger de la position de chaque Etat membre du Conseil de l'Europe sur cette question.

Les principes fondamentaux de cette coopération et les objectifs communs du document de consensus sont exposés ci-après. Le document ne crée ni droits ni obligations juridiques pour les pays et repose sur le principe du consensus.

Objectifs principaux de la coopération

L'objectif à long-terme est l'élaboration et la mise en œuvre de politiques cohérentes en matière de conduites addictives, basées sur des connaissances validées scientifiquement.

Les Etats participants s'engagent à soumettre des projets pour lesquels l'implication du réseau représentera une réelle valeur ajoutée. Tous les projets devront être conçus et mis en œuvre avec une attention particulière aux Droits de l'homme en intégrant les questions d'égalité des genres.

Priorités

La priorité est accordée aux thématiques suivantes :

- Prévention des conduites addictives
- Promotion de la collecte de données fiables, objectives et comparables et création ou renforcement d'observatoires nationaux
- Développement de stratégies nationales équilibrées
- Prise en charge socio-sanitaire des conduites addictives et réduction des risques et des dommages
- Mise en oeuvre de la loi et lutte contre les trafics de drogues
- Formation et recherche

Participation

L'adhésion à MedNET résulte d'un engagement volontaire et d'un intérêt mutuel. Tout pays du pourtour méditerranéen et tout pays intéressé dans cette coopération peut adhérer au réseau. La procédure d'adhésion consiste en l'envoi d'une lettre d'engagement par le Ministre chargé de la politique en matière de drogues au Secrétaire Exécutif du Groupe Pompidou et la nomination d'un représentant national habilité à s'engager au nom de son gouvernement.

Présidence

La Présidence et la Vice-présidence sont assumées pendant une période d'un an à tour de rôle par un pays de la rive nord et un pays de la rive sud. Afin d'assurer la continuité des travaux, le pays en charge de la Vice-présidence assurera la Présidence l'année suivante. L'élection se fait par consensus.

Secrétariat

Le Secrétariat du réseau MedNET assure la mise en œuvre du programme de travail et le bon fonctionnement du réseau, en veillant à la synergie avec les travaux du Groupe Pompidou et des autres entités du Conseil de l'Europe.

Il gère le budget MedNET, composé de contributions volontaires des pays membres et autres sources de financement (Conseil de l'Europe, Commission Européenne, etc.).

Réunions

Le comité de pilotage composé de représentants des pays participants se réunit au moins une fois par an pour adopter le programme de travail basé sur les projets soumis par chaque pays, pour examiner la mise en œuvre des projets en cours et discuter des activités à venir.

L'OEDT participe au comité de pilotage et partage son expertise notamment dans la collecte et l'analyse de données, et dans son soutien aux observatoires nationaux.

Méthodes de travail

Le réseau MedNET facilite la reconnaissance, la diffusion et l'appropriation de bonnes pratiques et expériences ayant fait leurs preuves en partenariat avec d'autres acteurs clés nationaux et internationaux travaillant dans la région. Ainsi, les pays-membres, par l'intermédiaire de leurs représentants partagent et échangent leurs connaissances et leur savoir-faire, en mettant à disposition du réseau les données probantes recueillies dans tous les domaines identifiés.

Ils s'engagent à sensibiliser les autorités nationales compétentes sur les actions menées par MedNET.

Un rapport annuel d'activités présente les projets nationaux et régionaux mis en œuvre.

L'ensemble des travaux du réseau MedNET est soumis à une évaluation régulière approfondie.

Financement

Les pays participants de MedNET s'engagent à contribuer au budget du réseau, financièrement ou en mettant à disposition leurs ressources, afin d'assurer la mise en œuvre des projets.

Chaque projet est financé en partie par le pays demandeur et par une contribution financière ou en nature.

1. Activités par pays

1.1. Algérie

Comité Permanent sur les femmes

Suite au premier séminaire sur les femmes et les drogues du 8 mars 2017, le comité permanent sur les femmes et les drogues a été créé le 30/05/2018, son installation s'est faite le 18/07/2018 au siège de l'Office National des Drogues et des Toxicomanies.

La mission de ce comité est de favoriser l'accès des femmes aux dispositifs d'accueil et de soins, de lutter contre la stigmatisation des femmes consommatrices de drogues, d'encourager et d'accompagner les efforts entrepris pour les sortir de leur isolement, proposer des mesures appropriées pour la prévention des conduites addictives chez les enfants et les femmes.

MedSPAD

MedSPAD Algérie a reçu une attention médiatique considérable, et ceci même avant son lancement, car c'est la première fois qu'une enquête nationale sur ce sujet est menée dans ce pays.

L'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie a tenu deux séminaires sur le sujet, qui ont tous les deux eu une large couverture médiatique. Jusqu'à présent, les résultats de l'enquête ont été discutés par les médias à de nombreuses occasions, et servent de référence lorsque l'on parle d'usage de drogues en Algérie. Les médias ont été intéressés par la prévalence, le premier usage de différentes substances et les solutions proposées pour la prévention et la répression de ce phénomène.

Les résultats de MedSPAD Algérie seront utilisés dans la nouvelle politique de prévention des drogues (2019-2024) et dans la planification d'actions de prévention pour les jeunes scolarisés par le Ministère de l'Education qui a reçu la base de données.

Séminaire « les nouvelles approches en matière de prévention des addictions », 20-21 octobre 2018, Alger

Ce séminaire aura lieu à l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie, à Alger. Sous la direction d'experts français, les cadres d'associations algériennes participeront à une formation pour redynamiser les activités de prévention sur le terrain.

1.2. Chypre

L'autorité nationale sur les addictions, nouvellement créée en novembre 2017 pour prendre en compte la nouvelle approche holistique en matière de prévention et prise en charge des addictions incluant l'addiction au jeu, a organisé deux visites sur la formation aux normes européennes de qualité en matière de prévention des drogues (EDPQS)

Du 14 au 16 mai 2018, pour des délégations libanaise, marocaine et tunisienne.

Du 18- 19 juin 2018 pour des délégations algérienne et palestinienne.

TAIEX, l'instrument d'assistance technique et d'échange d'informations de la Commission européenne, a financé la participation des experts palestiniens.

1.3. Croatie

Depuis son adhésion à MedNET, en juin 2017, la Croatie a rejoint le comité MedSPAD.

Au cours des dernières années, ce pays s'est activement employé à promouvoir et à faciliter la coopération et le dialogue en matière de politiques drogues en Europe du Sud-Est.

L'Office croate de lutte contre l'abus de stupéfiants a estimé que l'adhésion de la Croatie au réseau MedNET pourrait avoir pour avantage de permettre aux deux mécanismes régionaux de coopération de se rapprocher.

1.4. Égypte

Développement / extension de l'Observatoire national des drogues

Le Secrétariat général de la santé mentale et du traitement des addictions (GSMHAT) a mis en place en juillet 2017 un Observatoire national des drogues pleinement opérationnel qui collecte et analyse les données relatives aux traitements et aux soins émanant de 15 hôpitaux égyptiens.

L'Observatoire national des drogues publiera le premier rapport de l'Observatoire national des drogues en 2018.

Développement de services de soins pour les adolescents dépendants de drogues

Dans le cadre de ce projet, un service de soins de jour a été mis en place à l'hôpital psychiatrique de Mammoura depuis 2016. Au cours des 6 derniers mois, 106 patients ont été pris en charge par le personnel. Un autre service de soins de jour a été mis en place à l'hôpital psychiatrique d'Abbassia. On espère avoir un autre service du même type à l'hôpital psychiatrique de Helwan.

Développement de services spécialisés pour les femmes enceintes consommatrices de drogues

Ce projet est encore en train de développer un programme de formation pour les parties prenantes afin de détecter les cas puis de les surveiller. Le projet a été suspendu pendant un certain temps, mais il est maintenant en cours de réactivation.

Développement de services de traitement des addictions pour les patients séropositif.

En janvier 2018, l'équipe a conçu un cours de formation basé sur le modèle de soins et de services pour l'équipe de traitement des addictions.

En février, mars et avril 2018, la formation a été dispensée à l'équipe de traitement des addictions de 15 hôpitaux psychiatriques sous l'égide du GSMHAT. Le modèle est prêt à être mis en œuvre.

Rapport final sur le Conseil de formation, d'accréditation et de certification des conseillers en addictions - PHASE II

Le rapport final est maintenant disponible. Actuellement, le projet est en cours de mise en œuvre. Prof Menan Abd Al Maksood, le secrétaire général de la santé mentale et du traitement des addictions, a réussi à obtenir l'approbation ministérielle pour développer une formation officielle certifiée pour les conseillers en addictions, avec à la fin un examen d'évaluation et une habilitation à travailler dans les centres de traitement et de réhabilitation certifiés.

Enquête nationale MedSPAD

Cette première enquête nationale MedSPAD portait sur les données provenant de 3 « gouvernorats » représentant chacun une région géographique de l'Égypte, 61 écoles du Caire (la capitale), 34 écoles de Menoufeya (pour la Basse-Égypte/le Delta du Nil) et 34 écoles d'Assiut (pour la Haute-Égypte).

- Au Caire, la population cible était de 6147 élèves
- A Menoufeya, la population cible était de 3424 élèves
- A Assiut, la population cible était 3429

Le rapport final a été publié.

Les résultats de l'enquête **MEDSPAD Égypte** ont été rendus publics lors d'une conférence de presse réunissant des représentants du ministère de l'Éducation, du ministère de l'Intérieur et de l'OMS, ceci étant la première enquête réalisée en Égypte pour détecter la prévalence des addictions chez les élèves du secondaire. Une cinquantaine d'éminents professeurs et de consultants en psychiatrie et en traitement des addictions de différentes universités et du ministère de la Santé ont également assisté à la conférence. Il était couvert par 4 chaînes de télévision et 6 journaux. Sept entrevues télévisées ont été réalisées avec le secrétaire général de la santé mentale et du traitement des addictions et le chef du département de la recherche du GSMHAT pour discuter des résultats et des plans futurs pour réduire les addictions parmi les élèves du secondaire. Douze réunions de presse et trois articles de journaux ont été publiés sur des sites Web et des journaux traitant des résultats de l'enquête.

En conséquence, les mesures suivantes ont été prises en guise de stratégies de prévention futures pour combattre les addictions chez les étudiants égyptiens :

- Communication directe et coopération entre le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Santé pour assurer une communauté plus sûre pour les étudiants grâce à une surveillance régulière et stricte des endroits où les drogues sont accessibles, comme les cafés, les clubs et les pharmacies.
- Activation de la ligne téléphonique d'urgence, spécifique aux enfants et aux adolescents et affiliée aux médias et aux relations publiques du ministère de la Santé et du ministère de l'Éducation.
- Communication entre le ministère de la Santé et le ministère de l'Éducation pour actualiser les programmes scolaires afin d'inclure les risques des addictions et les méthodes de prévention à partir des premières années du primaire, car le début de la consommation de drogues se fait avant l'âge de 10 ans.
- Planification de programmes de formation avancée pour les enseignants et les parents sur les signes avant-coureurs d'abus de drogues chez les étudiants, visant la détection et le traitement précoce.
- Préparation du matériel pour l'éducation psychique sur les addictions chez les adolescents dans le cadre du programme de santé mentale du ministère de la Santé.
- Planification de l'expansion des services de traitement des addictions pour inclure des services spécifiques pour les adolescents (cliniques hospitalières et

ambulatoires) dans les hôpitaux de santé mentale affiliés au Secrétariat général de la santé mentale et du traitement des addictions (ministère de la Santé).

Développement de services spécialisés pour les femmes consommatrices de drogues en Egypte

Le rapport final sur les services adaptés au genre pour les femmes souffrant de troubles de la toxicomanie en Égypte figurait parmi les documents disponibles dans la section MedNET du site Web du Groupe Pompidou.

Ce rapport, réalisé dans le cadre du MedNET, a également contribué aux activités sur l'égalité des sexes du Groupe Pompidou, qui encouragent la prise en compte d'une dimension de genre dans les politiques en matière de drogues.

Depuis 2013, ce projet a créé des services de soins pour les femmes qui sont culturellement acceptables et qui ont eu un impact réel sur les services publics de santé mentale, ce qui a entraîné la création d'un grand nombre de services similaires. Grâce à ce projet, les professionnels ont pris conscience des besoins spécifiques des femmes.

Deux autres projets ont démarré en 2018 :

Formation et renforcement des capacités pour les infirmières travaillant dans le traitement des addictions

Élaboration d'un modèle de formation parentale pour les parents ayant des troubles liés à l'utilisation de drogues

1.5 Liban

Stratégie interministérielle de réponse à la consommation de substances pour le Liban 2016-2021

Le Liban a lancé sa stratégie nationale de consommation de substances à Beyrouth le 22 décembre 2016, avec l'appui du Groupe Pompidou pour son développement et sa mise en œuvre en 2017

Création d'un observatoire national des drogues

L'Observatoire national des drogues et des toxicomanies a finalisé le rapport sur son plan d'action national pour la mise en place d'un système d'information sur les drogues et la toxicomanie. Le rapport avait été envoyé aux parties prenantes et à l'ONUDC pour examen externe. L'idée était de faire le bilan des services existants et d'examiner les outils disponibles pour identifier celui le plus approprié dans les circonstances.

Ce premier rapport sur la situation des drogues au Liban a été largement diffusé en juin 2018 lors des campagnes de sensibilisation au Liban et auprès du Président de la République. L'événement a ciblé les étudiants, chaque ONG et les ministères concernés ayant mis en place des stands dans le jardin du palais présidentiel pour sensibiliser le public aux troubles de la toxicomanie. De plus, le 29 juin, le ministère de la Santé publique a annoncé le lancement de la campagne de sensibilisation du ministère. Lors de son discours, le ministre de la Santé publique a officiellement présenté le rapport en tant que première publication de l'Observatoire national des drogues et des toxicomanies.

1.6. Maroc

Soutien au fonctionnement de l'Observatoire marocain des drogues et des addictions, deuxième rapport données 2016

Après avoir publié un premier rapport, l'Observatoire national marocain des drogues et des addictions (OMDA) a publié son deuxième rapport en 2018.

Le soutien du réseau a considérablement accru la visibilité de l'OMDA tout en aidant à assurer sa viabilité à long terme. Il a également permis de mettre en place une coopération étendue avec l'OEDT.

MedSPAD III

Après MedSPAD I et II, le Maroc a mené MedSPAD III en 2017 et les résultats ont été publiés en 2018.

L'étude a été financée grâce à la contribution norvégienne au plan d'action pour le Maroc, au titre de la politique de voisinage du Conseil de l'Europe.

Congrès de l'Association Marocaine d'Addictologie

MedNET a apporté son soutien à l'organisation du Congrès de l'Association Marocaine d'Addictologie qui aura lieu les 19-20 octobre 2018 à Rabat, Maroc.

1.7. Palestine*

Une ***visite sur le terrain - évaluation du Programme de Substitution aux Opioides (OST) pour les autorités palestiniennes*** s'est tenue les 29 et 31 mai 2018 à Ramallah, en Palestine* avec la participation du consultant grec Dr. Georgios Tzeferakos chargé du rapport d'évaluation.

Des réunions ont eu lieu avec le vice-ministre de la Santé et les différents départements du Ministère de la Santé chargés des soins de santé primaires, des médicaments dangereux, de la prévention de la toxicomanie et de la santé mentale. En outre, des visites ont été organisées au centre d'entretien à la méthadone de la ville de Ramallah et au centre de soins primaires de Naplouse, où la méthadone est distribuée à certains patients. Une évaluation, dans sa globalité, du Programme de Traitement de Substitution aux Opioides offert par les autorités palestiniennes a également été réalisée.

1.8. Tunisie

MedSPAD II

L'enquête a été effectuée en octobre 2017. Elle a été financée grâce à la contribution norvégienne aux plans d'action pour la Tunisie au titre de la politique de voisinage du Conseil de l'Europe. Les résultats ont été publiés en 2018.

*Cette dénomination ne saurait être interprétée comme une reconnaissance d'un État de Palestine et elle ne préjuge en rien de la position de chaque État membre du Conseil de l'Europe sur cette question.

Dans l'attente de l'adoption du projet de loi 79-2015, les différents partenaires de la prise en charge des sujets dépendants ont œuvré à réactiver la réouverture de l'ancien centre ESPOIR de prise en charge des toxicomanes détenus, sous le nouveau statut de centre de communauté thérapeutique de prise en charge et de réhabilitation des sujets dépendants, qui sera le premier du genre dans le pays. A cette fin, une délégation Belge de la Fédito (fédération des associations de prise en charge des toxicomanies) composée de 6 collègues (médecin psychiatre, psychologue, assistant social, infirmière, éducateur et gestionnaire de centre) est venue communiquer son expérience de fonctionnement d'un tel centre dans le cadre d'ateliers d'échange durant 8 jours se terminant par la rédaction d'un document d'orientation consensuel sur les règles de fonctionnement de ce centre.

Les travaux de réaménagement de l'ancien centre ESPOIR, situé à 30 Km de Tunis, sont, depuis la première semaine de juillet, terminés et on attend un complément d'équipement et de personnel pour sa réouverture sous son nouveau statut.

L'année 2018 a été aussi l'occasion de :

- poursuivre les DU d'addictologie aux facultés de médecine de Tunis, Monastir et Sfax,
- d'entamer des cycles de formation en addictologie destinés à des professionnels de la santé et de l'assistance sociale des différentes régions du pays, et ce, sous l'égide du ministère de la santé et en collaboration avec l'organisation mondiale de la santé,
- de s'ouvrir à une collaboration avec l'AMECA (African and Middle East Congress on Addiction) pour assurer en Tunisie (Hammamet) une formation dans la recherche en neurosciences à des participants tunisiens mais aussi du Moyen Orient et de l'Afrique subsaharienne.

Célébration de la Journée internationale de l'ONU contre l'abus et le trafic de drogues, le 26 juin 2018, par un atelier de plaidoyer sur les traitements agonistes aux opiacés.

La STADD, la Société Tunisienne d'Addictologie, a organisé avec le soutien de MedNET un atelier de plaidoyer - Le traitement agoniste: un élément clé de pour la réduction de risques liés à l'usage de drogues. D'autres NGOs, ATLM/MST SIDA et des organisations internationales telles qu'ONUSIDA et l'ONU DC ont été associées à cet évènement qui s'est déroulé à Tunis.

La célébration de cette journée du 26 Juin, a eu lieu pour la première fois à l'échelle régionale. En effet, nous avons été invités à participer le 23 Juin à la célébration de cette journée par 3 associations de la société civile à Nabeul (région du Cap Bon) en collaboration avec la direction régionale de la santé de Nabeul.

Concernant l'enquête MedSPAD, nous avons, par ailleurs, été invités le 20 Juin 2018, à présenter les résultats de l'enquête MedSPAD II, au cours d'une journée dédiée aux cyberaddictions chez les élèves, organisée par l'observatoire national de l'éducation.

Le plaidoyer sur les traitements agonistes se poursuit en directions des leaders d'opinion grâce au soutien du fond mondial qui a accepté de financer 2 ateliers un pour le public cible du nord du pays (le 31 Juillet 2018) et un pour le public cible du sud (le 4 septembre 2018).

Pour conclure, l'impact des actions mené en Tunisie commence à bien porter leurs fruits.

1.9 Espagne, pays observateur au sein de MedNET

En 2018, l'Espagne accueillera une visite d'étude d'une délégation égyptienne dans le cadre d'un projet de formation sur les infirmières.

2. Comité MedSPAD

Une seule réunion a eu lieu en 2018. La 9^{ème} réunion a eu lieu au SICAD à Lisbonne et a été ouverte par Joao Goulão, Directeur-Général du SICAD.

Elle a été présidée par Florence Mabileau, Chef de l'Unité Coopération en Méditerranée et des questions de genre au Groupe Pompidou,

La réunion du Comité MedSPAD en 2018 a été financée par le Programme Sud III qui est un programme conjoint financé par l'UE et mis en oeuvre par le Conseil de l'Europe dans le but de "Assurer la durabilité de la gouvernance démocratique et des droits de l'homme dans le sud de la Méditerranée » et qui promeut les activités régionales.

Le comité a écouté des exposés sur les résultats des études MedSPAD en Algérie, Egypte, Maroc, et Tunisie dont les publications ont été éditées par le Secrétariat.

Le comité a également discuté de l'utilisation des résultats MedSPAD sur les stratégies nationales drogues.

Le comité MedSPAD a accepté la proposition de Sabrina Molinaro du CNR en Italie d'un rapport régional MedSPAD en 2019 MedSPAD.

Le Secrétariat a développé une page web spécifique MedSPAD sous MedNET sur le site web du Groupe Pompidou.

3. Symposium international multidisciplinaire. jeu excessif : science, indépendance, transparence, Fribourg, 27-29 juin 2018

Dans le cadre de la coopération fructueuse entre MedNET et la Suisse, sept représentants MedNET d'Algérie, d'Egypte, de Jordanie, du Liban, du Maroc et de Tunisie ont participé au 4ème symposium international multidisciplinaire « *Jeux, Science, Indépendance, Transparence* », Suisse, les 27 - 29 juin 2018. Leur participation s'inscrit dans le cadre du mandat MedNET qui inclut actuellement les comportements addictifs et donc le jeu excessif..

A travers le prisme du jeu excessif en tant que défi majeur pour les politiques de santé et de prévention, le symposium s'est axé sur les systèmes de suivi et les moyens d'aborder directement et de gérer les conflits d'intérêt entre les parties prenantes.

Les addictions au jeu étant méconnues en **Algérie**, la participation d'un représentant de ce pays à ce séminaire, a été bénéfique.

Cette participation a été très fructueuse pour la **Tunisie** dans la mesure où le séminaire a permis de compléter les informations au sujet de la cyberaddiction. Ce thème a fait l'objet d'un séminaire organisé le 20 Juin 2018 par l'observatoire tunisien de l'éducation, qui a noté une utilisation excessive des jeux internet auprès des collégiens et lycéens et a formulé une demande de mise en place d'un programme de prévention dès le jeune âge.

La participation de la représentante de **l'Egypte** au séminaire international lui a permis d'approfondir ses connaissances sur la gestion de la dépendance au jeu et les types de diagnostic (pathologique / non pathologique), l'évaluation du jeu chez les adolescents, les comorbidités, la réduction des méfaits et la prévention du jeu par internet et les jeux, la neurobiologie du jeu ...

4. Activités régionales : participation aux activités du Groupe Pomicidou

Les pays membres de MedNET ont participé aux activités régionales ci-après du Groupe Pomicidou, sans financement de la part de MedNET.

4.1 Dans le domaine de la réduction de l'offre

4.1.1. Groupe de travail sur la cybercriminalité liée aux drogues 5^e réunion annuelle 18-19 avril 2018, Dublin (Irlande)

Deux pays MedNET : la Jordanie et le Maroc ont participé à ce groupe de travail.

4.1.2 Réunion annuelle du Groupe de concertation des services de contrôle antidrogue des aéroports européens et de l'aviation générale (Groupe Aéroport), Strasbourg 6-8 juin 2018

Quatre pays MedNET ont pris part à la réunion annuelle : Algérie, Jordanie, Maroc et Tunisie.

La participation a été bénéfique pour l'**Algérie** en raison de l'importance et la pertinence des questions abordées et la qualité des échanges.

Pour la **Tunisie**, la valeur ajoutée du groupe Aéroports transparait à travers l'échange de données concernant les NPS et les moyens et les techniques de leur détection au niveau des frontières.

4.1.3. Réunion sur l'aviation générale, Marrakech, 17-18 octobre 2018

Les pays MedNET sont invités à y prendre part.

4.1.4 Réseau Précurseurs, Strasbourg, 26-28 septembre 2018

Les pays MedNET sont invités à y prendre part.

Pour la Tunisie, la valeur ajoutée du réseau des précurseurs est très importante pour les pays du sud de la Méditerranée car ce réseau leur donne la possibilité de suivre tant la mise à jour de la liste des précurseurs que celle des techniques de leur recherche et de leur identification.

4.2 Dans le domaine de la réduction de la demande

4.2.1 MedNET et les directives sur les traitements de substitution

Ce groupe de spécialistes de la santé et du droit est chargé d'identifier et d'explicitier les critères d'un usage approprié des médicaments agonistes dans le traitement de la dépendance aux opioïdes, dans le respect des normes éthiques, des dispositions du droit international, des connaissances scientifiques et des meilleures pratiques médicales.

Le groupe comprend des experts des pays suivants : Algérie, Belgique, France, Grèce, Liban, Lituanie, Maroc, Portugal, Slovénie, Suisse, Tunisie et Turquie ainsi que des représentants de l'OEDT et de l'OMS. Un comité scientifique rassemble en outre des experts du Canada, d'Israël, d'Italie, de Pologne, d'Espagne et du Royaume-Uni.

Après avoir soumis à la consultation publique en 2016 un projet de « principes directeurs » destinés à guider les pays lors de l'élaboration ou de la révision du cadre législatif et administratif entourant la prescription de médicaments agonistes pour le traitement de la dépendance aux opioïdes, le groupe a finalisé son rapport qui a été publié en 2018.

4.2.2 Training Executive : Evaluation du développement, de la mise en œuvre et de l'impact d'une politique drogues

Des représentants de l'Égypte, du Maroc, de la Tunisie et de la Turquie ont participé à cette réunion.

Pour la **Tunisie**, ce séminaire de formation, qui s'est déroulé en deux étapes Lisbonne (Février 2018) et Venise (Mai 2018), a permis aux représentants des pays de se poser la question de l'existence ou non d'une politique drogues dans leurs pays respectifs. Peut-on désigner pour "politique-drogues" les actions éparses menées séparément dans ce domaine par chaque ministère, organisme ou société civile, en dehors de toute coordination? Ou s'agit-il de ne prendre en compte que la politique-drogues coordonnée et expressément formalisée? Quoiqu'il en soit la question doit être posée aux décideurs pour induire une prise de conscience de la nécessité d'une réflexion collégiale sur ce thème. En Tunisie, nous avons déjà lancé cet appel le 5 Juillet 2018, à l'occasion de la préparation du thème "promotion de la santé" examiné dans le cadre du débat sociétal de la santé piloté par le ministère de la santé.

La formation à Budapest a également été intéressante et fructueuse pour **l'Égypte**, donnant un aperçu du travail de pays tels que la Russie, la Croatie et les États-Unis. Le travail pratique en équipe a aussi été grandement apprécié.

4.2.3 Séminaire international sur «les réfugiés et la drogue: estimation des besoins, soutien à la pratique, prévention des risques», Athènes, 24-25 avril 2018

Des représentants de l'Égypte, du Liban, et de la Tunisie ont participé à ce séminaire.

Le Liban est confronté à une crise majeure des réfugiés avec très peu de données sur les besoins et les moyens de répondre à ces besoins éventuels. Le séminaire a mis en avant les meilleures pratiques, tout en éclairant les éventuelles actions possibles à mener dans le pays.

La Tunisie possède également peu de données au sujet des consommations de drogues des migrants et, pour parer à ce déficit, il a été proposé de développer un outil d'évaluation stratégique qui servira de support aux pays partenaires pour identifier, selon leurs contextes spécifiques, les activités prioritaires visant à évaluer les besoins des migrants, à mener des actions préventives ou des actions spécifiques aux enfants migrants non accompagnés et aux femmes enceintes.

L'Égypte bénéficiera de la mise en place d'un réseau international de professionnels de l'abus de drogues chez les réfugiés, ce qui était le but et la conclusion du séminaire.

5. MedNET et la dimension de genre des politiques drogues

Dès le développement, à l'initiative de l'Italie, d'activités du Groupe Pompidou visant à l'intégration de la dimension de genre dans les politiques drogues, les pays MedNET ont été activement impliqués.

Neuf pays MedNET ont ainsi contribué à la publication de 2015 sur la dimension de genre dans l'utilisation non médicale de médicaments délivrés sur ordonnance (Chypre, Égypte, France, Grèce, Italie, Liban, Malte, Maroc et Tunisie).

Les pays MedNET ont ensuite participé au séminaire sur les femmes, les drogues et la violence, à Rome en décembre 2015 et aux travaux en 2016 sur les drogues du viol.

En juin 2017, les pays MedNET ont également participé au séminaire de Rome « Femmes et drogues : de la politique aux bonnes pratiques ».

Mme Gabriella Battaini-Dragoni, Secrétaire générale adjointe du Conseil de l'Europe, a ouvert le séminaire en soulignant que « les voix des femmes qui consomment des drogues et qui sont en même temps confrontées à la violence sont parmi les moins entendues dans nos sociétés » et que leurs intérêts et droits « sont le plus souvent ignorés ».

L'importance de tenir intégralement compte de la dimension de genre dans les politiques et les programmes liés à la drogue est inscrite dans le document final de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies de 2016 sur le problème mondial de la drogue, et dans la résolution CND 59/5 sur l'intégration de la perspective de genre dans les politiques et les programmes liés aux drogues.

La problématique des femmes en prison a été examinée pour la première fois à ce séminaire. La population globale carcérale féminine a augmenté de 50 % au cours des quinze dernières années alors que la population carcérale générale n'a augmenté que de 20 %, les délits liés à la drogue étant la principale cause de cette hausse.

Rapport de l'OICS

Le rapport 2016 de l'OICS (Organe international de contrôle des stupéfiants), demande que les politiques drogues tiennent compte des femmes vu l'augmentation disproportionnée du nombre d'overdoses chez les femmes. Ce rapport mentionne la publication du Groupe Pompidou de 2015 sur la question du genre dans l'utilisation non médicale de médicaments délivrés sur ordonnance, et la publication de 2016 intitulée « Améliorer la prise en charge des violences subies par les femmes usagères de substances psychoactives ». L'OICS préconise la prise en compte de la dimension de genre dans les politiques et les programmes drogues, une amélioration de l'accès aux soins de santé pour les femmes toxicomanes et l'augmentation des crédits consacrés à la prévention et au traitement de l'abus de drogues chez les femmes.

En 2018, MedNET a continué à prendre en compte la dimension de genre dans ses activités notamment dans le projet lancé par le Liban sur l'identification des besoins des femmes souffrant de problèmes liés à la consommation de substances.

6. MedNET et la politique de voisinage du Conseil de l'Europe

La **politique de voisinage du Conseil de l'Europe** a été adoptée le 11 mai 2011. Elle a pour objet de favoriser le dialogue et la coopération avec les régions et pays voisins de l'Europe qui sollicitent l'assistance du Conseil de l'Europe, en s'appuyant sur les valeurs communes que sont les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit.

Lancé en 2012, le Programme Sud est une initiative stratégique conjointe de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe destinée à soutenir les réformes démocratiques sud de la Méditerranée et à répondre aux besoins de ces derniers. MedNET a bénéficié du Programme Sud I et II et continue en 2018 et 2019 à bénéficier du PS III dont l'objectif est « *d'assurer la durabilité de la gouvernance démocratique et des droits de l'homme dans le sud de la Méditerranée* » (Programme Sud III) »

Au titre du Programme Sud I (2012-2014), MedNET a reçu une enveloppe d'un montant de 161 939 €, soit 4 % du budget total (4.048.660 €).

Au titre du Programme Sud II (2015-2017), MedNET a reçu une enveloppe d'un montant de 268 319 €, soit 4 % du budget total (6.886.828 €).

Au titre du Programme Sud III (2018-2019), MedNET a reçu une enveloppe d'un montant de 50 000 €, soit 1,4% du budget (3.334.000 €).

Au titre de la politique de voisinage et du plan d'action pour le Maroc et la Tunisie, MedNET a reçu une enveloppe de 106.950 € sur 2017-2018, soit 4,13 % du budget (2.591.656 €). Pour 2018-2019, l'enveloppe n'est pas encore connue.

7. MedNET et les autres organisations internationales

7.1 Coopération avec l'OEDT

MedNET coopère avec l'OEDT depuis la conférence MedNET à haut niveau de 2009. Depuis lors, l'OEDT a participé à toutes les activités de MedNET liées à la création d'observatoires/centres nationaux de ressources sur les drogues et les toxicomanies et il assiste en qualité d'observateur aux réunions du comité de pilotage de MedNET.

7.2 Coopération avec la Commission européenne par l'intermédiaire du Conseil de l'Europe

7.2.1 Coopération au titre du Programme Sud III : Coopération Conseil de l'Europe/Commission européenne

MedNET coopère à la politique de voisinage du Conseil de l'Europe, et notamment au Programme conjoint Sud III, financé par la Commission Européenne et mise en œuvre par le Conseil de l'Europe (voir paragraphe ci-dessus).

8. Rôle du Secrétariat de MedNET dans l'administration et la coordination du réseau

En 2018, l'équipe du secrétariat MedNET a compté quatre membres du personnel. Toutefois, il est à noter que le temps de travail total équivaut à l'emploi **d'une personne et ½ à temps plein**.

Deux agentes permanentes :

- La chef de l'Unité qui a consacré 70 % de son temps à MedNET,
- La responsable des questions finances pour le GP qui a consacré 15 % de son temps à MedNET

Trois agents temporaires :

- une chef de projet, qui a consacré 50 % de son temps à MedNET
- une assistante, qui a consacré 50 % de son temps à MedNET.
- une consultante, qui a consacré 10% de son temps pour la communication

L'équipe a assuré le bon fonctionnement du réseau et la mise en œuvre du programme de travail, en veillant à la synergie avec les autres activités du Groupe Pompidou et les autres entités du Conseil de l'Europe.

En 2018, l'équipe MedNET a géré un budget couvrant la période 2017-2019 de 293 380 €. Cette équipe a assuré les tâches suivantes :

- La coordination avec les 15 correspondants MedNET, les experts nommés aux différentes activités MedNET et les observateurs ;
- La gestion du budget MedNET constitué de contributions volontaires et d'autres sources de financement notamment du Conseil de l'Europe et de l'UE ;
- Les contrats pour tous les projets par pays
- La rédaction d'un rapport d'activités annuel incluant le rapport financier ;
- La mise en œuvre du programme de travail, la révision de celui-ci en fonction de l'évolution politique; et d'autres aléas non prévisibles ;
- La participation aux réunions des Correspondants permanents et du Bureau du Groupe Pompidou et l'information de ceux-ci aux activités de MedNET ;
- La levée de fonds auprès des donateurs réguliers et donateurs potentiels ;
- L'élaboration de rapports et participation aux réunions du programme Sud III;
- La coopération avec d'autres organisations internationales, notamment avec l'OEDT,
- La politique de communication MedNET avec mise à jour de la page MedNET sur le site du Groupe Pompidou, la publication d'articles pour chaque activité MedNET, la communication sur les réseaux sociaux, et la publication de *newsletters* 2018 ;
- La publication de rapports de projets par pays du réseau MedNET ainsi que les documents relatifs au comité régional MedSPAD.

9. État des dépenses du réseau MedNET

Le présent rapport sert de document de référence unique pour l'ensemble des contributeurs. Seuls les pays qui ont apporté une contribution spécifique à une ou plusieurs activités du réseau reçoivent un rapport précis sur ces activités.

Le budget MedNET provient de multiples sources de financement :

- Contributions volontaires ;
- Programme Sud III;
- Paiement direct des activités par les pays ;
- Programme Politique de Voisinage dans le cadre du plan d'action du Conseil de l'Europe pour le Maroc et la Tunisie (2018-2019).

Contributions volontaires

Contribution de l'Italie en 2018 (Dimension genre dans MedNET)	120.000
Contribution de la France en 2018	140.000
Contribution du Portugal en 2018	10.000
Contribution de la Suisse en 2018	59.724
Total budget pour MedNET (01/09/2018)	329.724

Financement Programme Sud I, II&III (2012-2019)

Programme Sud I (2012-2014),	161.939
Programme Sud II (2015-2017)	268.319
Programme Sud III (2018-2019)	50.000
Total PS I, II & III	480.258

Politique de voisinage, dans le cadre du plan d'action du Conseil de l'Europe pour le Maroc et la Tunisie

Plan d'action 2016 - 2017: activités opérationnelles	81.150
Plan d'action 2016 - 2017: Ressources humaines	25.800
Total	106.950

Montant total du budget alloué à MedNET (2006-2018)

Contributions volontaires	2.857.382
Programme Sud I	161.939
Programme Sud II	268.319
Programme Sud III	50.000
Programme Politique de voisinage	106.950
Total	3.374.866

Contributions volontaires reçues par pays depuis 2006*

	Chypre	Espagne	France	Italie	Pays-Bas	Portugal	Suisse	Total
2006			20.000			10.000		30.000
2007		100 000	100.000	50.000	30 000	5.000		285.000
2008			200.000			5.000		205.000
2009			200.000	50.000		5.000		255.000
2010	5 000		200.000	62.579				267.579
2011	5 000		140.000	22.500				167.500
2012			140.000	117.579				257.579
2013			140.000	80.000				220.000
2014			140.000	40.000				180.000
2015			150.000	40.000				190.000
2016			150.000	60.000				210.000
2017			140.000	120.000				260.000
2018			140.000	120.000		10.000	65.479	329 724.
Total	10 000	100 000	1.860.000	758 458	30.000	35.000	65.479	2.863.137

Paiement direct des activités par les pays**

	Portugal	
2015	Conférence Lisbonne Addictions : frais d'inscription pour 8 participants	3.200
2017	Conférence Lisbonne Addictions : frais d'inscription pour 16 participants	6.400
2018	MedSPAD 9 Lisbonne, 8 juin (Salle, Pause-café & déjeuner)	1.650
	Chypre	
2017	Organisation d'une visite d'étude & formation EDPQS pour une délégation Egyptienne (Sept. 2017)	3.000
2018	Organisation de deux visites d'étude & formation EDPQS pour des délégations Algérienne, Libanaise, Marocaine, Tunisienne et Palestinienne (mai & juin 2018)	6.000
TOTAL		20.250

* Les contributions volontaires reçues des Etats membres sont assujetties à une taxe administrative prélevée directement par l'Administration (depuis 2014, cette taxe représente 7 % du montant reçu)

** Pour certaines activités MedNET, le pays hôte donne une contribution financière partielle pour l'événement.

Budget des activités financées de 2006 à 2018, toutes sources confondues

Au titre des contributions volontaires*	
Budget total 2006	42.573,86
Budget total 2007	97.347,37
Budget total 2008	105.420,19
Budget total 2009	260.427,27
Budget total 2010	450.681,83
Budget total 2011	206.921,83
Budget total 2012	151.964,18
Budget total 2013	219.791,70
Budget total 2014	255.591,69
Budget total 2015	186.796,12
Budget total 2016	309.734,03
Budget total 2017	179.912,00
Budget total 2018	150.380,00
Portugal : paiement direct des frais d'inscription à la conférence de Lisbonne Addictions en 2015 et 2017	9.600,00
Portugal: Paiement direct des frais de la logistique pour MedSPAD en 2018	1.650,00
Chypre: paiement direct pour trois visites d'études & formation EDPQS en 2017 et 2018	9.000,00
Dépenses totales de 2006 à 2018 du compte MedNET	2.606.824,00

Au titre des Programmes Sud I, II & III	
Dépenses totales PS I (2012-2014)	161.939,00
Dépenses totales PS II (2015-2017)	298 990,00
Dépenses totales PS III (2018-2019)	35.131,00
Dépenses totales PSI, II & III	496.050,00

Au titre du Programme Politique de voisinage	
Dépenses totales 2016-2017	45.600,00

Budget administré et coordonné en 2018 y compris le personnel (60 000 €) pour la période 2017-2019: 293 380 €

10. Politique de communication

Le Secrétariat de MedNET est chargé de la politique de communication du réseau MedNET.

En 2018 : des informations sur l'actualité de MedNET ont été publiées sur le site du Groupe Pompidou et sur les médias sociaux.

La Newsletter MedNET a été publiée deux fois par an.

Une page spécifique pour le projet MedSPAD a été créée.

Annexe I

Programme d'activités de MedNET mis en œuvre en 2018

Sources de financement :

Contributions volontaires 2006-2018 :

MedNET : Contributions volontaires 2017-2018

Programme Sud III (2018-2020)

TAIEX pour une délégation/une activité à Chypre en 2018

Coordination et mise en œuvre du programme de travail :

Secrétariat MedNET du Groupe Pompidou

1. Activités par pays

Algérie : Office national de lutte contre la drogue et les toxicomanies (ONLCDT)

Financement MedNET/ONLCDT	Mise en œuvre
Séminaire sur les approches de prévention des addictions, 21-22 octobre 2018, Alger	En cours
MedSPAD I	Achevée

Chypre : Autorité nationale de lutte contre les dépendances

Financement MedNET/Financement TAIEX	Mise en œuvre
Visite d'étude de la délégation libanaise, marocaine et tunisienne concernant les normes européennes de qualité en matière de prévention des drogues, 16-18 mai 2018	Achevée
Visite d'étude de la délégation algérien et palestinien* concernant les normes européennes de qualité en matière de prévention des drogues, 18-19 juin 2018	Achevée

Égypte : Secrétariat général de la santé mentale/Ministère de la Santé

Financement MedNET	Mise en œuvre
Formation et renforcement des capacités pour les infirmiers travaillant dans le traitement des dépendances	Rapport final, novembre 2018
Visite d'étude	En cours
Élaboration d'un modèle de formation parentale pour les parents ayant des troubles liés à l'utilisation de substances	Rapport final, décembre 2018
Visite d'étude	En cours
MedSPAD I	Achevée

Liban : SKOUN - Centre libanais des addictions

Financement MedNET	Mise en œuvre
Renforcement technique des politiques et procédures de renvoi du Comité National des Addictions	Rapport Final, novembre 2018
Identifier les besoins des femmes présentant un usage problématique de substances psychoactives	Rapport Final, décembre 2018

Maroc : Centre national des drogues, Observatoire marocain des drogues et addictions

Financement MedNET	Mise en œuvre
Soutien du fonctionnement de l'OMDA	En cours
MedSPAD III	Achevée
Congrès de l'Association Marocaine d'Addictologie -19-20 octobre 2018, Rabat, Maroc	En cours

Palestine*: Ministère de la Santé

Financement MedNET	Mise en œuvre
Évaluation du programme de traitement de substitution aux opioïdes (TDO)	Visite de terrain, territoires Palestiniens, 29 mai-1 juin 2018 Rapport final, aout 2018

Tunisie : Ministère de la Santé publique

Financement MedNET	Mise en œuvre
Atelier de plaidoyer « Le traitement agoniste : élément clé pour la réduction de risques liés à l'usage de drogues » 26 juin 2018	Achevée
MedSPAD II	Achevée

2. Activités régionales**Comité MedSPAD**

Financement au titre du Programme Sud III	Mise en œuvre
9 ^{ème} réunion du Comité MedSPAD, Lisbonne, 8 juin 2018	Achevée
2019 Rapport régional MedSPAD, y compris l'âge du premier usage, la disponibilité des substances et le contexte socio-économique	En cours

3. Participation aux activités du Groupe Pompidou**Application des lois**

Un participant par pays invité (Algérie, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Palestine* et Tunisie)

	Mise en œuvre
Réunion du GP du Groupe de travail sur la cybercriminalité, Dublin, 18-19 avril 2018 (Jordanie, Maroc)	Achevée
Réunion du Groupe Aéroport du GP, Strasbourg, 6-8 juin 2017 (Algérie, Jordanie, Maroc, Tunisie)	Achevée
Réunion Aviation générale, Maroc, 16-18 octobre 2018	En cours
Réseau Précurseurs, GP, 26-28 septembre 2018	En cours

Autres activités

Executive Training : Evaluating the development, implementation and impact of drug policy	
20-22 février ; Lisbonne (Tunisie)	Achevée
20-25 mai, Venise (Maroc & Tunisie)	Achevée
19-21 juin, Budapest, (Egypte)	Achevée
18-21 septembre, Lisbonne (Egypte)	En cours
Traitements agonistes opioïdes, principes directeurs pour les législations et réglementations	
Participation au groupe de travail sur les principes directeurs pour les législations et réglementations des Traitements agonistes opioïdes (Algérie, Liban, Maroc, Tunisie)	Publication, Achevée
International Seminar on « Refugees and Drugs : estimating needs, supporting practice, preventing risks, 23-24 April 2018, Athens, Greece	Achevée

4. 23^{ème} réunion MedNET, Bari, 25-26 Septembre 2018

Comité MedNET	En cours
---------------	----------

Annexe II**Liste des documents MedNET pour 2018****REFERENCES DOCUMENTS – P-PG/ Med (2018)**

Reference	Title	Date	N° of pages
P-PG/ Med (2018) 1	Rapport MedSPAD Maroc 2017		
P-PG/ Med (2018) 2	Draft Agenda OST Palestine		
P-PG/ Med (2018) 3	MedSPAD Glossary		
P-PG/ Med (2018) 4	Form: needs of activities in 2019		
P-PG/ Med (2018) 5	Egypte - Rapport sur HIV patients study		
P-PG/ Med (2018) 6	9 th MedSPAD meeting report		
P-PG/ Med (2018) 7	2018 Annual activity report		
P-PG/ Med (2018) 8	Agenda 23 rd MedNET Meeting, Bari, 25-26 September 2018		
P-PG/ Med (2018) 9	Egypt – Progress report Nurses training Activity		
P-PG/ Med (2018) 10	Palestine - Protocol for opioid substitution treatment in drug addiction centre		
P-PG/ Med (2018) 11	Palestine - Collecting Tool - OAT		
P-PG/ Med (2018) 12	Italy Proposal of activities		
P-PG/ Med (2018) 13	MedNET 2018 implemented programme of activities		
P-PG/ Med (2018) 14	Egypt Proposal of activities		
P-PG/ Med (2018) 15	Jordan Proposal of activities		
P-PG/ Med (2018) 16	Tunis Proposal of activities (F only)		
P-PG/ Med (2018) 17	Palestine Proposal of activities		
P-PG/ Med (2018) 18	Croatia Proposal of activities		
P-PG/ Med (2018) 19	MedNET Summary of activity proposals in 2019		
P-PG/ Med (2018) 20	Regional proposal of activity in 2019		
P-PG/ Med (2018) 21	Portugal- Proposal of activity		
P-PG/ Med (2018) 22	Morocco- Proposal of activity (F only)		
P-PG/ Med (2018) 23	Lebanon- Proposal of activity		
P-PG/ Med (2018) 24	Algeria- Proposal of activity (F only)		

Annexe III**Représentants du réseau MedNET****ALGERIE / ALGERIA****M. Mohamed BENCHALLA**

Directeur Général
Office National de Lutte contre la Drogue et
la Toxicomanie
6, avenue de l'Indépendance
DZ-16000 ALGER

Tel : +213 23 51 50 09
Mobile: +213 550 096465
E-mail: secretariat.onlcdt@gmail.com
E-mail: benchallamohamedabdou@yahoo.fr

CHYPRE / CYPRUS**Ms Leda CHRISTODOULOU**

Policy Officer
Policy Department
Cyprus National Addictions Authority
130 Lemesos Avenue
City Home 81
2015 Strovolos NICOSIA

Tel: +357 - 22442962
E-mail: leda.christodoulou@naac.org.cy
www.naac.org.cy

CROATIE / CROATIA**Ms Lidija VUGRINEC**

Advisor to the Government and
the Government's Office
Office for Combating Drugs Abuse
of the Government of the Republic of Croatia
Preobraženska 4/II
10000 ZAGREB

Tel. +385 1 48 78 128
E-mail: lidija.vugrinec@uredzadroge.hr

EGYPTE / EGYPT**Prof. Menan Abd-El-Maksoud RABIE**

Secretary General
General Secretariat of Mental Health and
Addiction Treatment
Ministry of Health and Population
CAIRO

E-mail: menan74@yahoo.com
E-mail: extaffairs@mentalhealthegypt.com

FRANCE**M. Nicolas PRISSE**

Président
Et

Mme Laura D'ARRIGO

Conseillère Diplomatique
Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues Et les
Conduites Addictives (MILDECA)
Service du Premier Ministre
35 rue Saint Dominique
F-75007 Paris

Tel: +33 (1) 42 75 69 88
E-mail : nicolas.prisse@pm.gouv.fr

Tél: +33 (1) 42 75 69 88
E-mail : laura.d-arrigo@pm.gouv.fr
Assistant: cabinet.mildeca@pm.gouv.fr

GRECE / GREECE**Mr Gerasimos PAPANASTASATOS**

Head of Research Department and
Senior Advisor on Drug Policy to National
Drug Coordinator
Therapy Center for Dependent Individuals (KETHEA)
Sorvolou 24
11636 ATHENS

E-mail1: gpapanastasatos@kethea.gr
E-mail2: gpapanastasatos@gmail.com
<http://www.kethea.gr/en-us/home.aspx>

ITALIE / ITALY**Counsellor Maria CONTENTO**

Head of Department for Anti-Drug Policies

Dr Elisabetta SIMEONI

Head of National Observatory & International Relations

Ms Alessandra FRASCHINI

Expert for the Italian national Focal Point

Presidency of the Council of Ministers
Department for Anti-Drug Policies
Via della Ferratella, 51
00184 Rome

E-mail: e.simeoni@palazzochigi.it

E-mail: alessandra_fraschini@hotmail.com

JORDANIE / JORDAN**Mr Jamil ALHABAIBEH**

Head of the Judicial Section
Anti-Narcotics Department
AMMAN

Tel: +962797033800/+962796121385

E-mail: intl.affairs@psd.gov.jo

LIBAN / LEBANON**Prof. Ramzi HADDAD**

Head of Department of Psychiatry, Lebanese University
Co-founder of Skoun, Lebanese Addiction Center
P97 Monot Street
Nakhle Building
20272101 Achrafieh
BEIRUT

Tel: +961 3 240855

E-mail: ramzi.hadd@gmail.com
ramhadd@inco.com.lb

MALTE / MALTA**Prof. Richard MUSCAT**

Chairperson
National Addiction Advisory Body
Ministry for the Family, Children's Rights and
Social Solidarity
Palazzo Ferreria
Republic Street
VALLETTA

E-mail: richard.muscat@um.edu.mt

MAROC / MOROCCO**Prof. Jallal TOUFIQ**

Director of the Ar-razi University Psychiatric Hospital & the
National Center on Drug Abuse Prevention, Treatment and
Research
Director of the National Observatory on Drugs and
Addictions
Hôpital Universitaire AR-RAZI
Centre National de Prévention et de Recherche en
Toxicomanies
Rue Ibnou Rochd
11005 SALE

Tel. +212661289421

+212661223060

E-mail: jtoufiq@yahoo.fr

PALESTINE²**Mrs Huda LAHHAM**

Director of Epidemiology Analysis Department
 General Directorate of Planning
 Officer in charge of Cancer Registry
 Ministry of Health
 Nablus

Email: huda.lahham@gmail.com

PORTUGAL**Ms Maria de Fatima TRIGUEIROS**

Advisor to the National Coordinator on Drugs, Drug
 Addiction and the Harmful Use of Alcohol
 General-Directorate for Intervention on Addictive
 Behaviours and Dependencies
 Edifício SICAD
 Parque de Saúde Pulido Valente
 Alameda das Linhas de Torres, n° 117
 1750 -147 LISBON

E-mail: fatima.trigueiros@sicad.min-saude.pt

TUNISIE / TUNISIA**Prof. Nabil BEN SALAH**

Directeur Général
 Centre anti-poison et d'assistance médicale urgente
 50, rue Aboukacem Chebbi
 1089 Montfleury – TUNIS

Tel : +216 98 325016

E-mail: nabil.bensalah1952@gmail.com

TURQUIE / TURKEY**Ms Yasemin ESEN, Phd**

Republic of Turkey Ministry of Family and
 Social Policies
 Directorate General of Family and Community Services
 T.C. Aile ve Sosyal Politikalar Bakanlığı
 Eskişehir Yolu Söğütözü Mahallesi 2177.Sokak N° 10/A
 Çankaya / ANKARA

Tel: +90 (312) 705 55 20

E-mail: esenyasemin@gmail.com

OEDT / EMCDDA**Mr Gonçalo FELGUEIRAS**

Head of Unit Reitox and External Partners

E-mail: Goncalo.Felgueiras@emcdda.europa.eu

Ms Cécile MARTEL

Head of Sector - International cooperation
 Coordinator external partners
 Reitox and External Partners Unit
 European Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction
 (EMCDDA)
 Praça Europa 1, Cais do Sodré
 1249-289 LISBON, PORTUGAL

Tel. (351) 211 21 02 95

E-mail : Cecile.Martel@emcdda.europa.eu

² Cette dénomination ne saurait être interprétée comme une reconnaissance d'un État de Palestine et elle ne préjuge en rien de la position de chaque État membre du Conseil de l'Europe sur cette question.

This designation shall not be construed as recognition of a State of Palestine and is without prejudice to the individual positions of the Council of Europe member states on this issue.

Le **Groupe Pompidou** – ou Groupe de Coopération en matière de lutte contre l'abus et le trafic illicite de stupéfiants – est la plate-forme de coopération en matière de politiques drogues du Conseil de l'Europe. C'est un accord partiel élargi, ouvert à l'adhésion volontaire des Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi qu'à d'autres pays. Il a 39 Etats membres incluant trois pays non européens: le Maroc, Israël et le Mexique.

MedNET est le réseau du Groupe Pompidou sur la coopération en région méditerranée sur les drogues et les addictions composé de 15 pays de la rive nord et de la rive sud de la Méditerranée.

Le rapport d'activités MedNET est produit chaque année par le Secrétariat MedNET au sein du Groupe Pompidou depuis la création officielle de ce réseau en 2006.